

BOUTEFLIKA NE FERA PAS CAMPAGNE

Cette candidature virtuelle

**Bouteflika, candidat à sa propre succession, après 15 longues années d'un règne despotique, ne s'implique pas dans sa propre campagne électorale. Cela ne s'est jamais produit, depuis l'invention de la politique comme la forme la plus aboutie pour la gestion des affaires de la cité.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Le Président-candidat, dont la dernière image télévisuelle diffusée a confirmé son impotence, ne prendra pas part à la campagne électorale. Il en est incapable, vu son état de santé. Il ne se déplace qu'en chaise roulante et ne peut débiter un laïus qui dépasserait un quart de minute.

Au Conseil constitutionnel où il s'était rendu le 3 mars dernier pour y déposer son dossier de candidature,

même avec les prouesses du montage, il n'a pu que balbutier un bout de phrase, pendant 15 secondes chrono.

En vrai, il est dans une situation d'empêchement, telle que stipulée par l'article 88 de la Constitution. Mais du fait d'institutions dévitalisées et instrumentalisées, cette résolution est évacuée. Pis encore, au lieu d'une déclaration d'incapacité, c'est l'aptitude à gouverner qui se trouve

certifiée par le Conseil constitutionnel. C'est cette candidature virtuelle et donc difficilement vendable, dont les partisans du 4<sup>e</sup> mandat parmi la classe politique s'échinent, maladroitement, il faut le dire, à en faire la promotion. Dans cette frénésie à justifier l'injustifiable, l'ubuesque se le dispute au ridicule.

Apprécions le morceau d'anthologie signé Amara Benyounès, secrétaire général du Mouvement populaire algérien (MPA) et ministre de l'Industrie : «Le cerveau de Bouteflika fonctionne mieux que tous nos cerveaux réunis», avant d'enchaîner quelque temps après, pince sans rire, avec une formule dans le même registre : «Bouteflika gouverne avec sa tête mais pas avec ses pieds.»

Les propos du genre traduisent toute la difficulté que les thuriféraires éprouvent à justifier leur positionnement derrière un homme réduit par la maladie à suivre l'actualité de son pays depuis sa résidence, lieu également de sa convalescence.

Ils préparent aussi à rendre éventuellement moins contestable la candidature du Président que les électeurs ne verront ni n'entendront animer la campagne électorale.

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal, ouvertement impliqué dans cette campagne de promotion de la candidature de Bouteflika, a répété à plusieurs reprises que le Président-candidat n'est pas obligé de mener campagne électorale. Amar Saâdani, le secrétaire général du Front de libé-

ration nationale (FLN), reprenait à son compte l'affirmation de Sellal, à savoir que Bouteflika n'a pas à s'en faire pour sa campagne électorale, les partis qui le soutiennent l'animeront à sa place. Il est vrai qu'il n'y a aucune obligation légale qui contraindrait un candidat à s'investir dans sa campagne électorale mais les usages ont quasiment élevé l'implication du premier concerné par les joutes au rang d'obligation.

Car ça ne tombe pas sous le sens qu'un postulant à quelque mandat électif, celui de président de la République, à plus forte raison, ne se rende pas à l'effort de persuasion de l'électorat dont il sollicite les suffrages.

Pour un tel exercice, la présence physique est aussi importante que la pertinence du discours et des slogans qui lui assurent la publicité.

Avec Bouteflika, c'est un cas de campagne électorale atypique qui sera inauguré : un candidat qui ne sera présent dans sa campagne que par son portait, celui des premières années de magistère, accroché en arrière des tribunes sur lesquelles se relayeront les préposés au remplacement.

Ailleurs, une telle candidature ne se conçoit même pas, tant est que l'urne ne se laissera pas abuser. Et comme elle est retenue ici, c'est que l'élection présidentielle sera un coup de force électoral, un de plus, un de trop dans cette Algérie prisonnière d'un système qui a érigé la cooptation et la fraude électorale comme les seuls modes de pourvoi à la responsabilité politique.

S. A. I.

CÉRÉMONIE DU 8 MARS

Une célébration sans Bouteflika

**La traditionnelle cérémonie du 8 Mars s'est déroulée, sans surprise aucune, en l'absence du président de la République. C'est la première fois que Bouteflika rate ladite réception. Les invités ont dû se contenter d'un discours lu par Mohamed Boughazi. Le Président-candidat lui fera dire qu'il demandait au gouvernement d'ouvrir une réflexion autour de la création d'un fonds d'aide aux femmes divorcées et du durcissement des peines pour les auteurs de harcèlement sexuel.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Moins de protocole mais toujours autant de monde à la cérémonie organisée à l'occasion de la célébration de la Journée de la femme.

Des femmes de tous bords étaient présentes à l'hôtel El-Aurassi qui, une fois n'est pas coutume, n'a pas vu le président de la République faire son apparition sous les applaudissements des représentantes

d'une société civile moribonde. C'est le Premier ministre qui a remplacé Bouteflika à une cérémonie dont la préparation a été confiée à la ministre de la Solidarité. D'emblée, Souad Bendjaballah donnera le ton : elle a tenté de pallier l'absence du Président par un petit discours dans lequel elle dira toute sa reconnaissance à Bouteflika pour «les efforts» fournis en matière de promotion des



Photo : DR

**Mohamed Boughazi a été chargé de lire le discours de Bouteflika.**

femmes. Elle laissera place au conseiller du président de la République qui dira au nom de ce dernier que la célébration du 8 Mars cette année intervenait dans un contexte particulier «à la veille d'une échéance électorale majeure et décisive pour notre pays, dans un environnement régional perturbé et mar-

CAMPAGNE DE BOYCOTT DES PRÉSIDENTIELLES

Le MSP mise sur les étudiants

**Engagé dans la campagne de boycott des élections présidentielles, le Mouvement de la société pour la paix (MSP) mise sur la force estudiantine.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Le président du MSP, Abderrazak Mokri, qui a réuni pendant deux jours au siège de son parti les cadres et les membres des structures impliquées dans le travail estudiantin, a ainsi invité cette force vive, incontournable dans tout processus de réforme et de changement selon lui, à s'impliquer activement dans cette campagne. A l'instar des

femmes, les étudiants et les jeunes sont ainsi invités à participer de manière concrète, par le travail de proximité, à vulgariser cette démarche. Et ce, dans la mesure où le dirigeant du MSP est convaincu de l'inanité de ces élections présidentielles qu'il qualifiera de «mascarade», estimant que les partisans du scrutin «ne craignent pas Dieu» en invoquant le nombre de «5 millions de signatures collectées en 5 jours» en faveur du chef de l'Etat sortant, malade de surcroît. Au-delà de la question des présidentielles et de la problématique de l'après-17 avril, Abderrazak Mokri appellera les étudiants, notamment au sein des enceintes universitaires, à lutter acti-

vement contre «l'opportunisme et le clientélisme» ainsi que la corruption et l'échec, à œuvrer à garantir les bonnes conditions pédagogiques mais aussi à œuvrer en faveur de «la liberté». Un mot d'ordre, le boycott, sur lequel s'engage depuis la semaine dernière une coordination regroupant et le MSP et plusieurs autres formations politiques (RCD, Ennahda, le Front de la Justice et du Développement et Jil Jadid) ains que l'ancien chef de gouvernement Ahmed Benbitour).

Ce Front du boycott a ainsi tenu hier au siège du MSP une seconde réunion consacrée à la maturation de la feuille de route tracée initialement. A ce propos, le secrétaire national

chargé de la communication du MSP, Zineddine Tebal, a rappelé que le Front du boycott avait décidé la tenue d'un rassemblement le 12 mars prochain au niveau de l'Office Riyadh El Feth. Il est également question de la tenue d'un rassemblement populaire à la salle Harcha à Alger le 21 mars prochain, soit deux jours avant l'entame de la campagne électorale officielle.

Un rassemblement pour lequel la demande d'autorisation devrait être déposée prochainement auprès de la Wilaya d'Alger et dont l'éventuel rejet administratif signifierait, assurera le secrétaire national du MSP, un déni avéré de la légalité.

C. B.

À PARTIR D'EL TARF

Louisa Hanoune fustige les opposants à Bouteflika

**Ne dérogeant pas à son discours coutumier, devenu un leitmotiv, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a fustigé les parties appelant au boycott des élections présidentielles.**

«Le mouvement politique effervescent actuel et la division de la classe politique entre les laudateurs du président sortant et candidat aux élections du 17 avril, d'un côté et ceux appelant au boycott des élections d'un autre, constituent, indéniablement, une déviation politique dangereuse et pour cause, les opposants revendiquent le changement du président et non pas le système», a-t-elle martelé au cours d'un point de presse organisé en marge d'un meeting tenu à la salle de la maison

de jeunes Betchine, au centre-ville d'El Tarf, hier, samedi.

Et d'ajouter que «le président actuel est dans son droit, selon la Constitution, de se présenter aux élections présidentielles. Notre parti n'est pas un fervent supporter de ceux qui sont des alliés du pouvoir et par ailleurs nous ne sommes pas, non plus, avec ceux qui sont pour le boycott. Nous sommes pour la volonté du peuple. Et il n'existe pas, réellement, une bipolarité entre les anti et les pour du pouvoir sur la scène poli-

tique mais des idées et une liberté d'expression qui expriment les avis propres de personnes».

La leader du PT a, cependant, accusé les boycotteurs «d'engager le pays dans une aventure politique qui peut avoir des conséquences désastreuses pour son avenir et le faire entrer dans l'anarchie. «La division du pays est un danger vis-à-vis de sa souveraineté à l'image de ce qui est appelé printemps arabe. L'armée nationale a joué et joue un rôle prépondérant pour la consolidation et la sauvegarde de notre indépendance et la stabilité de notre pays», a-t-elle indiqué. Au cours de son meeting et devant une salle comble, Louisa Hanoune a dénoncé le code de la

famille et demandé son abrogation. «C'est un code injuste à l'égard des droits de la femme. C'est la synthèse de la politique du parti unique basée sur l'inégalité entre l'homme et la femme et sur la mise à la marge et à l'écart des compétences féminines et de la jeunesse. Ce n'est pas une loi divine. Et nous sommes fiers d'être le parti avant-gardiste qui a toujours revendiqué, du moins, l'amendement dudit code», a-t-elle soutenu.

Ensuite, elle abordera, pêle-mêle dans son discours-fleuve les objectifs et le programme de son parti, donnant à son meeting les relents d'une véritable campagne électorale, avant le coup de starter.

Daoud Allam

IL EXIGE QUE SA  
CANDIDATURE  
SOIT PRISE EN  
CONSIDÉRATION  
Nekkaz s'offre  
un bain de  
foule à la  
Grande-Poste

Candidat «hors système», Rachid Nekkaz n'a pu animer la conférence de presse à la Grande-Poste afin d'apporter des clarifications suite à sa mésaventure au Conseil constitutionnel. Il a toutefois profité de la présence d'une foule nombreuse pour s'offrir un show au cœur de la capitale.

Arrivé à pied de la rue Didouche-Mourad aux environs de 15h 30, Nekkaz a été accueilli par un grand nombre. Il a même eu droit aux slogans de supporters : «djeich, chaâb maâk ya Nekkaz (l'armée et le peuple sont avec toi Nekkaz) ou encore «Nekkaz président».

Sur les marches de la Grande-Poste, le candidat à la candidature a brandi son passeport algérien en signe d'attachement à son pays d'origine. La foule l'a ensuite «aidé» à chanter l'hymne national. Les conditions pour animer une conférence de presse n'étant pas réunies, il a juste pu déclarer à quelques journalistes qu'il exigeait que sa «candidature à l'élection présidentielle soit prise en considération».

Par ailleurs, Rachid Nekkaz a précisé qu'il n'envisageait pas de déposer plainte pour le «vol de ses formulaires de souscription».

T. H.